

Les défenseurs de l'Amazonie déclarent l'état d'urgence

Partage international n° [458](#) - Octobre 2026

Alors que des gouvernements encouragent l'expansion de l'exploitation pétrolière et minière en Amazonie, des milliers de défenseurs de la région – dirigeants autochtones, communautés d'ascendance africaine, femmes, jeunes et membres de mouvements sociaux – se sont récemment réunis à Puyo, en Équateur, pour le 12^e Forum social panamazonien (FOSPA). Ils ont débattu des moyens de protéger l'Amazonie contre les activités qui menacent de la transformer.

L'Amazonie est la plus vaste forêt tropicale du monde. Elle abrite une biodiversité extraordinaire et contribue à freiner le réchauffement climatique, mais environ un cinquième de sa superficie a déjà été déboisé. Lors du forum, des scientifiques ont averti que, sous l'effet conjugué de la déforestation et du réchauffement, *« la forêt s'approche d'un point de bascule irréversible : la disparition des arbres assècherait la région et déclencherait un emballement qui s'auto-entretiendrait, risquant de transformer la forêt tropicale en savane et d'accélérer encore le changement climatique »*.

Malgré ces avertissements, les gouvernements de la région poursuivent l'expansion des forages pétroliers, de l'exploitation minière et de l'agriculture industrielle. Ils répriment également les militants qui cherchent à protéger les terres. En 2024, au moins 120 défenseurs de l'environnement ont été tués en Amérique latine. D'autres ont fait l'objet d'accusations de terrorisme ou ont vu leurs comptes bancaires gelés. Les communautés souffrent aussi de problèmes de santé liés aux activités

extractives, notamment de cancers, tandis que les militantes subissent des violences fondées sur le genre.

À l'issue du forum, les 2 500 participants ont déclaré que l'Amazonie se trouvait en état d'urgence, proche d'un point de non-retour. Ils ont formulé plusieurs propositions pour inverser la tendance :

- Créer davantage de zones où l'exploitation minière et pétrolière serait interdite.
- Étendre la reconnaissance des droits de la nature et veiller à leur application, afin de protéger juridiquement la capacité des écosystèmes et des espèces à survivre et à prospérer.
- Accroître la participation politique des femmes.
- Créer un observatoire panamazonien chargé de cartographier la criminalité organisée et d'aider les communautés touchées.
- Soutenir les économies fondées sur l'agroécologie, l'agroforesterie et d'autres pratiques communautaires.
- Mettre en place des réseaux pour protéger les défenseurs de l'environnement contre les violences et garantir les droits fonciers des communautés autochtones.

Ce plan d'action est conçu pour être mis en œuvre par les communautés et les organisations locales, plutôt que par les gouvernements. Le prochain forum du FOSPA se tiendra dans deux ans, dans un autre pays amazonien.

Lieu : Puyo, Equateur

Thématiques : [environnement](#)

Rubrique : S.O.P. — Sauvons notre planète